

## AFRIQUE DU SUD : L'APARTHEID À REBOURS

Vingt après avoir été mis au pouvoir par Frederik De Klerk, l'ANC entame la dernière phase de sa politique de marginalisation des Blancs à travers des mesures de plus en plus radicales, à l'image des quotas de 50% de Noirs qui viennent d'être imposés dans le rugby.

Depuis 1994, les Blancs sud-africains subissent un véritable apartheid tout en étant quotidiennement accusés d'être les responsables des échecs économiques que connaît le pays.

Au mois de novembre 1999, le président Thabo Mbeki n'avait ainsi pas hésité à parler d'eux comme d'« une classe dirigeante étrangère », et il était allé jusqu'à les menacer d'un « soulèvement racial ».

En 2001, l'ancien leader du groupe parlementaire ANC, M. Tony Yengeni déclara : « *Chaque chose que les Blancs possèdent, ils l'ont volée aux Noirs* », et au mois de décembre 2002, la commission sud-africaine des Droits de l'Homme, organisme officiel, considéra que le slogan « *Kill the Boer, kill the Farmer* » n'était pas un slogan de haine mais « *un discours indésirable n'incitant pas à la violence et à la guerre* ».

Face à ce climat détestable, le 31 janvier 2014, l'ancien président Frederik De Klerk, l'homme qui livra son peuple à l'ANC, accusa ce dernier de discriminer les Blancs car, selon lui, les orientations politiques « (...) dans ce que l'ANC appelle la seconde phase de transition, sont ouvertement dirigées contre des citoyens sud-africains sur la base de leur race ». Et d'ajouter « *c'est l'antithèse de l'objectif de réconciliation nationale* ».

Au mois d'avril 2014, le Syndicat des travailleurs blancs *Solidarity* résuma la situation en ces termes :

« *Nous expérimentons de plus en plus un sentiment d'aliénation dans nos lieux de travail (...) de nombreuses entreprises interprètent les programmes d'Affirmative Action comme une méthode pour expulser les Blancs des postes de travail et les remplacer par des Noirs. Ce n'est plus de l'Affirmative Action, c'est du nettoyage ethnique* ».

De fait :

- Dans le monde du travail, l'*Employment Equity Bill* contraint les entreprises employant plus de 50 personnes à recruter des Noirs. Ces entreprises sont de plus soumises à un contrôle de plus en plus strict qui les oblige également à des montages de partenariat ou

même à de pures et simples cessions de capital à des groupes du *Black Business*, c'est à dire à des proches de l'ANC.

L'imposition sur un calendrier de 5 à 10 ans de quotas raciaux supplémentaires pour les cadres moyens et supérieurs va priver les Blancs de 750.000 emplois en une vingtaine d'années, ce qui va encore augmenter le nombre des candidats à l'émigration.

La généralisation de la politique des quotas raciaux touche tous les domaines. Au mois de septembre 2014, la fédération sud-africaine de rugby a ainsi contraint toutes les équipes à commencer par les Springboks, mais également les équipes non professionnelles, à comporter au moins 50% de Noirs et cela sans tenir compte des performances. Afin d'humilier le monde du rugby, l'emblème des Springbok, la célèbre antilope, est désormais associé à la fleur protégée.

- La surfiscalité fait que les Blancs (moins de 9% de la population mais acquittant environ 90% des impôts), sont de plus en plus mis à contribution. Afin de les faire payer encore davantage, un nouveau découpage municipal a été imaginé : les cités blanches et les cités noires ont ainsi été « jumelées » pour ce qui est des dépenses de la vie courante. Les premières sont donc mises dans l'obligation de payer l'eau, l'électricité, le téléphone etc., des municipalités noires insolubles...

- La langue afrikaans est discriminée car les 5 universités historiquement afrikaans sur 31 - Free State (Bloemfontein), Potchefstroom, Pretoria, Rand Afrikaans University, et Stellenbosch -, doivent être bilingues (anglais) dans leurs enseignements. Les Afrikaners avaient demandé que deux universités puissent garder l'afrikaans comme langue d'enseignement mais cela leur fut refusé. L'ANC impose également aux écoles en afrikaans d'admettre des non-afrikanerophones et les oblige à donner une large partie de leur enseignement en anglais.

# Actualité : Afrique du Sud

- Le gouvernement ANC s'était fixé dès 1994 l'objectif irréaliste de redistribuer 30% des terres agricoles en 5 ans. Au bout de ce terme, en 1999, seul le dixième, soit 3% l'avait été, mais des dizaines de milliers d'hectares étaient à l'abandon, notamment dans les régions du Limpopo, du North West, du Mpumalanga et du Kwazulu-Natal. Dans ces provinces, des secteurs entiers ont en effet été vidés de leur population rurale blanche par les campagnes d'assassinat des fermiers (voir l'*Afrique Réelle* n°51, mars 2014), manière détournée et violente de procéder à la réforme agraire. Récemment le gouvernement ANC a mis en place un

programme de partage des terres entre les fermiers et leurs employés.

Conséquence de ce climat délétère, les forces vives de la communauté blanche émigrent : cadres, diplômés (ingénieurs, informaticiens, comptables, chercheurs, enseignants du supérieur, médecins, pharmaciens, vétérinaires, dentistes, infirmières), tous ceux qui ont des compétences s'expatrient. Tous chiffres confondus, entre 1994 et 2005, 841 000 sud-africains, soit le cinquième de la population blanche, quittèrent le pays. Depuis les statistiques sont devenues muettes...

